

Ambassade de France en Irlande
Service économique de Dublin

Affaire suivie par Alais Diebold

IRLANDE

Le gouvernement irlandais annonce une série de réformes majeures destinées à résoudre la crise des infrastructures

Le gouvernement irlandais a publié début décembre son plan d'action « Accelerating Infrastructure », destiné à accélérer les réalisations de projets d'infrastructures. Le contexte de forte croissance démographique (+33% entre 2015 et 2035) et d'inefficacité dans la délivrance des projets - les délais ont doublé en 20 ans - ont entraîné un retard majeur dans le domaine des transports, de l'énergie, de l'eau et, surtout, du logement. Le plan vise à lever 12 blocages grâce à 30 actions structurées en quatre piliers annonçant une réforme juridique, une réforme de régulation et de simplification, une réforme de coordination et de mise en œuvre, et une amélioration de l'acceptation publique. Si le plan est salué par la communauté d'affaires, il n'est toutefois pas exempt de critiques.

Le plan d'action *Accelerating Infrastructure* répond à un besoin pressant des autorités irlandaises

L'Irlande a connu une transition économique rapide, et a peu – et tardivement - investi dans ses infrastructures.

Au milieu des années 1990, son stock d'infrastructures restait inférieur de près de 50 % à la moyenne européenne. Malgré une amélioration dans les années 1990-2000 au cours de la période du « Tigre Celtique », la crise financière de 2008 a entraîné une chute brutale des investissements, générant un [déficit d'infrastructure estimé à 25 %](#). Selon le *IMF 2025 Country Report*, l'Irlande affiche une efficacité et un capital d'infrastructure par habitant inférieurs à la moyenne européenne : son capital d'infrastructure est environ 20 % inférieur à celui des pays européens à haut revenu, et l'infrastructure par habitant est 25 % plus faible.

Cependant, la reprise des investissements ne sera pas efficace sans une résolution des autres problèmes structurels. Pour combler ce retard, l'État a réinvesti massivement ([275 Mds € d'ici 2035, dont 17 Mds € en 2025 et 19 Mds € prévus en 2026](#), soit plus de 5 % du GNI*), plaçant l'Irlande parmi les premiers investisseurs de l'UE (voir note du SE sur le Plan National de Développement). Mais les experts estiment que l'argent ne suffit plus : le gouvernement doit résoudre d'autres problèmes structurels, tels que la fragmentation des structures de gouvernance, la lenteur de la planification ou la faible coordination entre les secteurs. C'est pourquoi, le Department of Public Expenditure, Infrastructure, Public Service Reform and Digitalisation (DPER) a créé en avril 2025 une division Infrastructure, qui a mandaté dès le mois suivant [une Taskforce on Accelerating Infrastructure](#). Dirigée par Sean O'Driscoll (ancien PDG de la société Glen Dimplex et actuel Président de l'Economic & Social Research Institute, think tank proche du gouvernement) et composée d'experts du secteur des infrastructures et du monde des affaires, la taskforce a publié en juillet 2025 un rapport identifiant 12 obstacles à une livraison efficace des infrastructures (Annexe 1) et proposant un ensemble de recommandations.

Le Plan d'Action s'articule autour de 4 piliers

Le plan d'action *Accelerating Infrastructure* a ainsi été élaboré par le DPER sur la base du rapport de la taskforce : il présente une série de réformes destinées à accélérer la planification, le financement et la réalisation des infrastructures essentielles, dès le début d'année 2026.

Pilier 1 : Réforme juridique. L'objectif est de [diminuer la proportion des recours judiciaires sur la réalisation des infrastructures](#). Les réformes clarifieront les règles sur l'intérêt à agir et les recours, limiteront les incitations aux litiges excessifs et introduiront des procédures accélérées pour les projets d'importance nationale (menés par le gouvernement). Elles offriront une plus grande certitude et rapidité pour les projets d'infrastructures critiques. Une législation sera avancée afin de réduire la possibilité que des projets d'importance nationale soient soumis à des retards procéduraux injustifiés. *7 actions sont prévues dans ce pilier 1 (Annexe 2).*

Pilier 2 : Réforme réglementaire. Le système réglementaire actuel, complexe et fragmenté, entraîne des délais prolongés. Ce pilier vise à [simplifier et rationaliser les processus réglementaires](#), améliorer la coordination entre régulateurs et demandeurs, introduire des délais légaux et évaluer les performances des organismes. Ces mesures

permettront un traitement plus rapide et cohérent des projets, en cohérence avec l'agenda européen de simplification visant une Europe plus rapide et plus efficace. *9 actions sont prévues dans ce pilier 2 (Annexe 3).*

Pilier 3 : Réforme de la coordination et de la délivrance. La réalisation des infrastructures souffre d'une gouvernance fragmentée, une prise de décision séquentielle et une aversion au risque. Ce pilier instaure une [nouvelle unité centrale de coordination au sein du DPER, ainsi que des financements pluriannuels et des réformes des procédures de passation des marchés et d'approbation](#). Ce pilier vise à renforcer la capacité du secteur de la construction, améliorer le séquençage des grands projets, et favoriser une culture de la mise en œuvre prioritaire au sein du gouvernement, avec un suivi en temps réel. *10 actions sont prévues dans ce pilier 3 (Annexe 4).*

Pilier 4 : Acceptation publique. L'acceptation publique est fondamentale pour une mise en œuvre rapide. Ce pilier propose des mesures pour [mieux communiquer sur les bénéfices des infrastructures auprès des communautés](#), renforcer la coopération entre les services publics et les autorités locales, et faciliter l'acquisition de terrains par les autorités. Les actions mettent l'accent sur la promotion des résultats, des avantages et de la valeur sociale des infrastructures afin de renforcer l'acceptation et le soutien du public. *4 actions sont prévues dans ce pilier 4 (Annexe 5).*

Le plan d'action est largement salué, mais présente aussi quelques limites

Les acteurs économiques saluent le plan d'action mais insistent sur l'urgence de sa mise en œuvre. Le principal syndicat patronal Ibec, la Dublin Chamber, les acteurs énergétiques (ESB Networks, EirGrid et Wind Energy Ireland) et d'autres organisations économiques irlandaises ont largement salué le plan d'action, tout en appelant le Gouvernement à [appliquer rapidement les réformes annoncées](#), estimant que les retards des grands projets d'infrastructures - Metrolink, DART+ ou les extensions du LUAS – freinent la mobilité, la construction de logements et la compétitivité de Dublin. Tous plaident pour des actions immédiates : simplification réglementaire, investissements ciblés et renforcement des compétences, pour débloquer les projets en attente, et restaurer la confiance des investisseurs. Dans son rapport *Investing for Ireland* publié en décembre 2025, l'Ibec exhorte le gouvernement à appliquer le plan d'action et à renforcer le partenariat public-privé afin d'attirer les capitaux internationaux – indispensables aux infrastructures.

Pour certains observateurs, ce plan apparaît trop ambitieux. Les réformes des lois de planification pourraient notamment être bloquées pendant des années devant les tribunaux pour avoir été [jugées trop radicales](#). Le gouvernement s'attend déjà à des contestations notamment car il propose de restreindre l'accès aux recours judiciaires contre les décisions de planification et d'infrastructure, invoquant la « saturation » des tribunaux.

Le plan présente toutefois quelques limites, comme celle de ne pas proposer de réduire la fragmentation des organismes de régulations. Alors que le rapport de la taskforce soulignait la complexité créée par près de 95 organismes de régulation aux responsabilités variées, et interprétant souvent le droit européen de manière « défensive » et « conservatrice », [le plan ne propose la suppression ni la fusion d'aucun organisme](#). Au contraire, une « Unité de simplification réglementaire » – un régulateur pour les régulateurs - serait créée au sein du DPER, au risque d'ajouter une couche bureaucratique supplémentaire.

Les partis d'opposition Sinn Féin et Social Democrats jugent le plan gouvernemental insuffisant pour résoudre la crise du logement et des infrastructures en Irlande. Les Social Democrats pointent du doigt des décennies de sous-investissement, de mauvaise gestion et de coupes budgétaires, ainsi que la lenteur et la complexité des procédures administratives, et dénoncent la dépendance excessive au marché privé. De son côté, Sinn Féin dénonce un plan rempli de mesures cosmétiques, de groupes de travail et de promesses de dérégulation, [mais sans action réelle](#). Tous deux s'accordent sur le rôle des différents gouvernements dans la crise actuelle, et sur la nécessité d'une intervention étatique plus ambitieuse.

De nombreuses critiques alertent également sur les risques pour les droits des citoyens et l'environnement. Le *Civil Reform Bill* introduirait un concept d'intérêt général [pour limiter les contestations judiciaires abusives](#), tandis que le *Critical Infrastructure Bill* donnerait au gouvernement des [pouvoirs d'urgence](#) pour accélérer les grands projets. Ces deux mesures inquiètent juristes et organisations environnementales, qui y voient une atteinte potentielle à l'Etat de droit, aux garanties constitutionnelles et au droit européen, ainsi qu'un affaiblissement du contrôle citoyen sur les projets d'intérêt général, et pourraient pousser les citoyens à amener l'Irlande devant la Cour de Justice de l'UE.


* * *

ANNEXE 1 : Les 12 barrières identifiées par le DPER

1.	Public Acceptance Insufficient public awareness of the consequences of poor infrastructure tends to magnify opposition
2.	Increased Regulatory Burden Multiple, distinct and often overlapping regulatory processes increase complexity without necessarily improving outcomes
3.	Risk Aversion Threat of judicial review on procedural matters drives a culture of caution, limiting the scope for coordination and engagement that could lead to improved outcomes
4.	Increasing Judicial Reviews The increasing number of judicial reviews is contributing to uncertainty, longer timelines and higher cost, driving risk aversion at all other steps
5.	Consequences of Judicial Reviews Lack of fast track for priority projects; procedural flaws can often significantly delay infrastructure without means for consideration of wider consequences
6.	Insufficiently Co-ordinated Approvals Limited coordination on licences, consents and permissions leads to duplication of effort and sequential processes that could be conducted in parallel, saving time/money
7.	Slow Processes Unclear that current procedures on project assessment add value that is commensurate with the time burden imposed
8.	Inconsistent Planning Decisions and Timelines The extent of competing issues can lead to inconsistency and hence drive uncertainty
9.	Prioritisation and Co-ordination of Infrastructure Semi-state companies and regulatory agencies are often limited in their ability to prioritise and to consider wider societal aims in decision making
10.	Procurement Challenges Current processes are leading to falling competition in public tenders, impacting value for money and incentives for investment in skills/capability
11.	Uncertainty of Funding and Project Pipeline Uncertainty around the timing and feasibility of Govt investment plans is limiting interest in the Irish infrastructure market among potential developers
12.	Construction Sector Capacity and Productivity Construction Sector capacity and productivity is a constraint


Source: DPER, *Accelerating Infrastructure Report and Action Plan* (2025)

ANNEXE 2 : Actions à prioriser dans le pilier 1

Pillar	Impact	Action	Links to Barriers	Indicative Timeline
Legal Reform 	<p>These legal reforms will reduce delays and uncertainty in infrastructure delivery by streamlining judicial review processes, clarifying legal thresholds, and enabling faster responses to legal precedent.</p> <p>By rebalancing access to justice with the public interest, the actions will create a more predictable, efficient legal environment that supports timely progress on critical infrastructure projects.</p>	1. Reform Judicial Review A series of reforms to the judicial review process which will reduce the number of judicial reviews, improve the efficiency and timeliness of proceedings and reduce costs for all parties.	→ Increasing Judicial Reviews	Q1 2026 – Q3 2026
		2. Enact Legislation to Accelerate Critical Infrastructure and Provide for Emergency Powers A statutory framework will require the prioritisation of all decisions, licences, permits, consents or agreements from state entities. Legislation will also be drafted to provide an emergency powers framework for critical infrastructure projects.	→ Consequences of Judicial Reviews → Risk Aversion → Slow Processes	Q1 2026 – Q3 2026
		3. Other Targeted Legislative Reforms This includes examining overly burdensome or overlapping matters that developers or authorities must have regard to, simplifying processes around compulsory purchase orders and applying the provisions of the Planning and Development Act 2024 to Transport Projects.		Q1 2026 – Q4 2026
		4. Progress Domestic Reforms to Environmental Assessment in Parallel with EU Simplification Agenda Introduce reforms to the environmental assessments including clearer domestic. This will result in shorter, more focused and useful reports and consequently faster decision-making timelines.		Q2 2026 – Q4 2026
		5. Increase Exemption Thresholds for Critical Infrastructure Increase the thresholds at which critical infrastructure requires planning permission. This will allow for more efficient delivery of both new facilities and expansion of existing facilities.		Q2 2026
		6. Respond Rapidly to Precedent Create mechanisms that identify new precedents set by court judgements that are relevant to infrastructure and offer early options to Government to address, as well as enduring solutions.		Q1 2026
		7. Enact Civil Reform Bill to Legislate for Judicial Reviews Develop legislation that will codify law on judicial review by placing it on a statutory basis. This will allow the legislature to determine the scope and application of judicial review.		Q4 2025 – Q2 2027

Source: DPER, *Accelerating Infrastructure Report and Action Plan* (2025)

ANNEXE 3 : Actions à prioriser dans le pilier 2

Pillar	Impact	Action	Links to Barriers	Indicative Timeline
Regulatory Reform and Simplification 	<p>These actions will streamline planning, consenting, and regulatory processes, reducing delays and improving consistency across agencies. By embedding principles such as proportionality and enabling parallel consenting, the reforms will remove unnecessary burdens while maintaining robust environmental and legal standards.</p> <p>These changes are expected to significantly shorten project timelines by up, accelerating the delivery of critical infrastructure.</p>	8. Develop and Publish National Planning Statement(s) for Critical Infrastructure This will provide clear guidance to all planning authorities on Government expectations regarding the development of critical infrastructure.	→ Increased Regulatory Burden	Q1 2026 – Q1 2027
		9. Establish a Regulatory Simplification Unit Setup a unit to coordinate the streamlining of regulatory processes and structures including governance, oversight and accountability. This will address overlapping and unduly complex regulatory frameworks that drive lengthy timelines and increase the scope for judicial reviews.	→ Insufficiently Coordinated Approvals → Slow Processes	Q2 2026 – Q1 2027
		10. Rationalise Legislation Underpinning Regulatory Processes Introduce legislative amendments to shorten development timelines, combined with a more thorough "look back" exercise to identify and apply potential flexibilities within EU legislation.	→ Prioritisation and Coordination of Infrastructure	Q2 2026 – Q3 2026
		11. Reform Processes Applied to Critical Infrastructure Within Agencies/Regulators Reforms to the processes of all bodies involved in the licensing and consenting of critical infrastructure to improve coordination, ensure that all processes are proportionate, have fixed timelines, published guidelines and are conducted in parallel where feasible.	→ Risk Aversion → Inconsistent Planning Decisions and Timelines	Q1 2026 – Q3 2026
		12. Implement Early Warning System re EU Legislative Change on Critical Infrastructure To avoid transpositions in one sector that have unintended outcomes in another sector		Q1 2026 – Q3 2026
		13. Advocate for New Approach to EU legislation on Critical Infrastructure Seek to streamline EU legislation and work to ensure an appropriate balance and proportionality in future EU legislation.		Q4 2025 – Q3 2026
		14. Advise on Alternative Methods of Transposing EU Legislation Determine the legislative options available to adopt a more prescriptive approach to the transposition of EU legislation, reducing ambiguities and subjectivity where feasible.		Q1 2026 – Q4 2026
		15. Enable Developer-led Infrastructure Progress reforms to deliver certain types of electricity and water infrastructure where this may result in faster or more efficient development with no degradation of standards.		Q2 2026 – Q3 2026
		16. Review the Role and Functions of the Office of the Planning Regulator and Drive Performance in the Planning System, including Consistency in Decision-Making Review role to enable the prioritisation of housing and critical infrastructure. Drive best practice and consistency across local planning decisions, and map, collate and publish GIS data		Q2 2026 – Q3 2026


Source: DPER, *Accelerating Infrastructure Report and Action Plan* (2025)

ANNEXE 4 : Actions à prioriser dans le pilier 3

Pillar	Impact	Action	Links to Barriers	Indicative Timeline
Coordination and Delivery Reform 	<p>These measures will accelerate infrastructure delivery by creating a coordinated, legally empowered system that reduces delays, improves planning certainty, and aligns funding with readiness.</p> <p>By embedding strategic oversight, streamlining approvals, and fostering whole-of-State cooperation, Ireland can deliver critical infrastructure for housing, energy, and climate goals more efficiently and predictably.</p>	17. Target Investment at Priority Sectors through the NDP Review The revised NDP gives very clear prioritisation to housing and critical infrastructure and provides funding certainty to Departments and utilities	→ Risk Aversion	Q3 2025
		18. Publish Sectoral Investment Plans to Promote Project Pipelines This will provide certainty for industry to prepare, invest and upskill adequately to meet Government's investments plans	→ Insufficiently Coordinated Approvals	Q4 2025
		19. Enhance Infrastructure Coordination Function in DPFR This will provide whole-of-government oversight of infrastructure delivery.	→ Prioritisation and Coordination of Infrastructure	Q4 2025 – Q1 2026
		20. Introduce Risk Appetite Statements Develop Risk Appetite Statements (RAS) at Government, sector, and project levels to enable proportionate oversight and accelerate infrastructure delivery	→ Uncertainty of Funding and Project Pipeline	Q2 2026 – Q4 2026
		21. Improve Utility Coordination at National and Local Level Establish Joint Utilities and Transport Clearing House (JUTC) and create formal engagement structures to promote more effective engagement between utilities and Local Government	→ Inconsistent Planning Decisions and Timelines	Q4 2025 – Q2 2026
		22. Increase Construction Sector Capacity and Productivity This encompasses a series of actions that will streamline visas, work permits and global recruitment, expand the capacity and output of existing vocational and educational institutions and improve the use of MMC and digitalisation.	→ Slow Processes	Q1 2026 – Q3 2026
		23. Accelerate Projects through Consenting Processes Streamlining infrastructure guidelines by removing the external assurance process, reviewing the Dual Approval Process for Water Sector Investment and offering centralised (NDFA) support for major projects.	→ Procurement Challenge	Q1 2026 – Q4 2026
		24. Provide Expert Assistance for Key Infrastructure Projects The NDFA will provide centralised support and expert assistance for major projects through the approvals process.	→ Construction Sector Capacity and Productivity	Q2 2025- Q1 2026
		25. Reform Procurement Processes Supporting changes to the European Procurement Regulations introduce amendments to the CWMF and improve standardisation, professionalism, centralisation and training.		Q2 2026 – Q3 2026
		26. Apply AI and Digital Tools to Support Infrastructure Rollout To provide data insights that will improve the coordination of critical infrastructure development.		Q1 2026 – Q4 2026

Source: DPFR, *Accelerating Infrastructure Report and Action Plan* (2025)

ANNEXE 5 : Actions à prioriser dans le pilier 4

Pillar	Impact	Action	Links to Barriers	Indicative Timeline
Public Acceptance 	<p>These measures will build public and political support for infrastructure by improving communication, fostering trust, and reducing opposition.</p> <p>Combined with streamlined land access processes, they will remove key delivery barriers, shorten timelines, and enable faster, more efficient implementation of critical projects.</p>	27. Create a Duty for State Bodies to Cooperate in Making Land Available and Accessible for Critical Infrastructure This will create an effective process to accelerate identifying suitable sites for critical infrastructure.	→ Public Acceptance → Slow Processes	Q1 2026 – Q1 2027
		28. Build Leadership Support for Critical Infrastructure Projects at National and Local Levels Enhance leadership support for critical infrastructure projects at national and local levels through more effective engagement.	→ Risk Aversion → Insufficiently Coordinated Approvals	Q1 2026
		29. Enhance Government Communication to Promote the Importance of Infrastructure Delivery To promote the social value of infrastructure in an evidence-based manner.	→ Prioritisation and Coordination of Infrastructure	Q1 2026
		30. Establish a Benefits Realisation Framework for Infrastructure Projects This will aid communication by allowing values to be attached to the societal value of infrastructure, improving public understanding of the benefits of infrastructure.		Q2 2026

Source: DPER, *Accelerating Infrastructure Report and Action Plan* (2025)